

"La gestion de l'eau... Une question de responsabilité"

Les premières conclusions des assises nationales de l'eau, lancées en Corse en avril dernier, seront dévoilées la semaine prochaine à Paris. Son coordonnateur, l'ancien élu local et parlementaire Jean Launay était, hier, à Bastia

Il n'y avait pas foule hier matin à la chambre des territoires de Bastia, pour évoquer la question de l'eau et de l'assainissement et plus largement de la gestion de cette ressource qui apparaît de plus en plus précieuse face à l'évolution préoccupante du changement climatique.

L'institution accueillait pourtant Jean Launay, le coordonnateur des assises nationales de l'eau, ancien élu local dans le département du Lot et parlementaire jusqu'en 2017.

Une invitation lancée par Gilles Simeoni qui souhaitait que les maires et les représentants d'intercommunalités puissent évoquer leurs difficultés dans ce domaine et apporter leur contribution au débat national.

Peu d'élus dans l'hémicycle, finalement et des interventions qui se sont portées principalement sur les questions de coût des équipements nécessaires au traitement de l'eau. Les membres de la chambre des territoires dénonçant par ailleurs, les lourdeurs des procédures administratives et des marchés



Jean Launay est chargé par le ministère de la Transition écologique d'écouter les besoins des élus locaux.

publics, ou encore faisant part pour certains de leur impossibilité de mettre en place par exemple, un assainissement collectif.

"La compatibilité des usages se pose ici plus qu'ailleurs"

Jean Launay a été chargé par Sébastien Lecornu et Nicolas Hulot de parcourir le territoire, de rester à l'écoute et de faire remonter les problématiques. Celles de la Corse, il les connaît très bien: "C'est une île, qui dis-

pose d'une ressource forte en eau mais qui subit aussi cette pression de population en été. Alors plus qu'ailleurs ici, la compatibilité des usages se pose. J'ai été maire d'une commune rurale, je comprends la position des élus locaux. Leur responsabilité est de donner de l'eau en qualité et en quantité à leur population. La ressource, sa gestion, sa production, sa distribution, c'est une question de responsabilité."

Pour le président de l'Exécutif, Gilles Simeoni: "Nous avons une richesse exceptionnelle mais nous sommes loin



Un débat était organisé à la chambre des territoires. Dépeuplée.

/PHOTOS JONATHAN MARI

de pouvoir la stocker comme le font nos amis sardes. Il faut une vision stratégique à long terme tout en prenant en compte les problématiques actuelles des élus locaux."

Première synthèse le 17 juillet

La consultation menée sur l'ensemble du territoire au cours de la première phase des assises de l'eau a mis en

évidence certaines difficultés - et tous les élus finalement rencontrent les mêmes - comme le besoin d'un meilleur accompagnement de l'État pour monter les projets ou encore celui de simplifier les procédures.

Une première synthèse de ces assises sera rendue publique le 17 juillet prochain, avant le lancement de la deuxième phase, prévue jusqu'au mois de novembre.

Elle s'intéressera aux aspects quantitatifs et qualitatifs. Et à la manière dont les territoires pourront maintenir ces exigences face aux évolutions climatiques.

Avec en ligne de mire, cet enjeu: transformer les politiques publiques en matière d'eau et d'assainissement tout en continuant d'offrir aux usagers un service dont le coût reste acceptable.

SANDRA CARLOTTI